

Embargo:
Vendredi 5 septembre 2003
11 heures



Communiqué de presse

Une « Journée de l'économie » placée sous le signe de la croissance et des élections

La 5^e Journée de l'économie organisée par la Fédération des entreprises suisses a été placée sous le signe de la croissance et des prochaines élections fédérales. Quelque 400 représentants de l'économie, de la politique et de l'administration se sont réunis à Interlaken pour débattre des mesures à prendre pour que la Suisse renoue avec la croissance. Parmi les orateurs figuraient deux hôtes de marque : le conseiller fédéral Joseph Deiss et Marcel Ospel, le chef de UBS SA.

Les entreprises suisses de toutes tailles, et toutes branches confondues, ont partagé le même constat: la Suisse ne peut plus continuer sans croissance économique. Il est ressorti clairement des exposés et des débats que des adaptations sont indispensables. A la veille des élections, les nombreux entrepreneurs présents ont plaidé pour que le monde politique relève ces défis. Ils ont souhaité que les politiciens ne passent pas sous silence les vérités désagréables par calcul électoral.

Dans un discours d'ouverture engagé, le **président d'economiesuisse Ueli Forster** a déclaré qu'il était urgent d'agir dans un certain nombre de domaines qui intéressent beaucoup les milieux économiques. Il estime ainsi que le maintien et la création de postes de travail sont possibles à condition de réduire la quote-part de l'Etat, qui approche les 50%. Dans ce contexte, il a précisé que l'augmentation de la TVA prévue ne serait acceptable que si elle était compensée dans un autre domaine. Le président d'economiesuisse a expliqué que l'Etat-providence, modèle de référence jusqu'ici, ne pouvait plus être financé, même avec une croissance moyenne. Il

convient donc de réorganiser l'Etat social. Dans la perspective des prochaines élections fédérales, Ueli Forster a déclaré souhaiter l'élection d'un Parlement compétent sur les plans économique et financier et qui, au fil du temps, atteigne des résultats perceptibles pour chacun de nous. Il a en outre souligné - au risque de déplaire à certaines branches de l'économie – que la concurrence devait régir également les marchés nationaux et qu'il importait d'ouvrir les marchés du service public. Enfin, il a appelé à un examen critique de l'appareil réglementaire qui, en raison de sa densité actuelle, freine l'innovation et la croissance.

Marcel Ospel, le président du conseil d'administration d'UBS, s'est exprimé sur le même thème, mais du point de vue d'une entreprise mondiale engagée. Il a tiré un bilan positif de l'interdépendance mondiale croissante: l'intensification de la concurrence a comprimé les coûts et les prix tout en renforçant la productivité, le transfert de savoir-faire et la capacité d'innovation. Les partenaires économiques de tous niveaux en ont profité. M.Ospel a assuré que la mondialisation était aujourd'hui condamnée à tort. Ainsi, au cours des 25 dernières années, les pays nouvellement industrialisés et les pays en développement (non exportateurs de pétrole) sont parvenus à augmenter leur part à l'ensemble des exportations mondiales de 18% à 30%. Depuis 1975, la majorité de ces pays ont enregistré une forte augmentation de leur production par habitant. Parallèlement, Marcel Ospel a souligné la nécessité pour des marchés ouverts d'être au bénéfice d'un cadre institutionnel clair. Dans ce contexte, il a mentionné les négociations de l'OMC qui se dérouleront à Cancun, un événement d'une grande importance également pour l'économie suisse.

Dans son allocution, **Joseph Deiss**, conseiller fédéral, s'est exprimé sur le thème «Prêcher la concurrence et pratiquer le protectionnisme: ce qu'il ne faut pas faire». Après une décennie décevante, la concurrence, les succès en matière d'exportations et les réformes économiques seront les facteurs de réussite sur la voie de la

croissance, qui s'annonce plus difficile à l'avenir. En conclusion, le représentant du gouvernement a dressé un bilan critique, déplorant que les réformes nécessaires n'aient pas été réalisées ces dix dernières années ou seulement à un rythme très lent. Pour le ministre de l'économie, la situation actuelle est telle que la reprise des exportations représente la seule ouverture vers une croissance à long terme. «Il y a encore beaucoup à faire, du côté de l'Etat également, et j'en suis conscient», a-t-il déclaré. Les entreprises devront elles aussi fournir des efforts supplémentaires. Ainsi, la Suisse doit renoncer aux règlements trop teintés d'un protectionnisme favorable à ses fournisseurs.

La «Journée de l'économie» a été l'occasion de recueillir l'avis d'une quarantaine de responsables économiques membres des organes de notre fédération sur la situation économique actuelle.

Interlaken, le 5 septembre 2003

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez vous adresser à :

Fredy Müller, economiesuisse

079 / 352 61 59